

## OPINION

# Comment rendre la démocratie confisquée à nos concitoyens ? (carte blanche)

- 25/01/22 à 16:18
- Mise à jour à 16:18
- Source : Le Vif



### Carte blanche

Un nombre croissant de nos concitoyens a le sentiment que leurs élus ne les écoutent pas, ne les entendent pas, ne comprennent pas les problèmes auxquels ils sont confrontés. "Un sentiment en grande partie fondé", poitent Marc Cools, Conseiller communal d'Uccle et Vice-président honoraire du Parlement bruxellois, et Etienne Verdin, Conseiller communal de Waterloo et Ancien Vice-Président de la Fédération wallonne des CPAS.



Le milieu politique fonctionne de plus en plus en vase clos et la démocratie interne est un leurre dans la plupart de nos partis. Les parlements sont devenus des chambres d'entérinement des projets qui émanent des gouvernements et ces derniers sont de moins en moins le véritable siège du pouvoir. Celui-ci a été confisqué par les présidents de parti qui constituent une oligarchie toute puissante dans la confection des listes de candidats aux différentes élections, dans le choix des Ministres et qui leur dictent trop souvent ce qu'ils doivent faire. Certains d'entre eux sont atteints par la maladie du pouvoir. Cette maladie qui s'appelle l'hubris se traduit par un orgueil démesuré et de l'arrogance quand elle ne conduit pas à l'excès de pouvoir.

La démocratie fonctionne-t-elle mieux au niveau local ? De moins en moins. Le contact et le dialogue entre l' élu et le citoyen y est beaucoup plus fréquent qu'au niveau fédéral ou régional. Le poids de la participation est néanmoins souvent présent, en particulier lorsqu'un parti politique dispose d'une majorité absolue et qu'une confusion s'installe entre le Collège communal des Bourgmestre et Echevins et le comité du parti. Et puis certains Bourgmestres se conduisent comme des potentats locaux et sont eux aussi atteints de la maladie du pouvoir. Ces élus sont grisés par leur succès électoral, préoccupés uniquement par celui-ci et négligent le travail pour lequel ils ont été choisis. Ils paraissent plus qu'ils agissent. Une réalité qui touche en particulier certains Bourgmestres qui cumulent leur mandat avec celui de député. En Wallonie la législation permet par une motion de méfiance constructive de renvoyer en cours de législature un membre d'un Collège quel que soit le succès électoral qui a été le sien et le travail qu'il a effectué. Cela vient de se produire à Waterloo. Cela permet plein de manoeuvres politiciennes. Cette possibilité n'existe pas à Bruxelles mais c'est la désignation des Bourgmestres qui nécessite un acte de présentation signé par la majorité des membres du conseil communal qui relève parfois d'un véritable vaudeville avec des reniements de signature comme on l'a vu à Forest après les dernières élections.

Comment réagissent les élus locaux dans les différentes majorités communales face à ces dérives ? Les uns sont indifférents, les autres sont craintifs et n'osent pas exprimer leurs critiques et puis il y a ceux qui ont un intérêt parce qu'ils détiennent ou espèrent détenir tel ou tel mandat et ne veulent dès lors pas froisser les puissants du jour.

Comment rendre la démocratie confisquée à nos concitoyens ? Au niveau local le choix des candidats ne doit pas dépendre uniquement des chefs de file. Pour qu'ils pèsent mieux sur les décisions, les élus doivent être beaucoup plus formés à la gestion d'une commune qu'ils ne le sont en général aujourd'hui. Cela nécessite surtout que nos citoyens s'intéressent plus à la chose publique, s'informent sur l'action de leurs mandataires et soient motivés à le faire.

Par Marc Cools, Conseiller communal d'Uccle, Vice-président honoraire du Parlement bruxellois, et Etienne Verdin, Conseiller communal de Waterloo, Ancien Vice-Président de la Fédération wallonne des CPAS